

MOB – MZ 12.15
**Renouvellement des installations de sécurité de
la gare MOB de Montreux**

**Appel d'offres pour prestations d'ingénieur en
technique ferroviaire et d'ingénieur civil**

1 - Instructions et conditions

05.11.2021

Table des matières

1.	Dispositions générales	1
1.1.	Introduction	1
1.2.	Objet du marché	1
1.3.	Maître de l'ouvrage, pouvoir adjudicateur	1
1.4.	Organisateur de la procédure	1
1.5.	Organisation du maître de l'ouvrage	1
1.6.	Calendrier de réalisation	2
2.	Procédure d'appel d'offres	2
2.1.	Type de procédure et bases légales	2
2.2.	Publication	2
2.3.	Documents d'appel d'offres	2
2.4.	Consultation de documents	2
2.5.	Visite des lieux	2
2.6.	Conditions de participation	3
2.7.	Questions des soumissionnaires	3
2.8.	Calendrier et déroulement de la procédure	3
2.9.	Remise des offres	5
2.10.	Justificatifs	5
2.11.	Ouverture des offres	5
3.	Processus d'évaluation	6
3.1.	Etapes de l'évaluation des offres	6
3.2.	Exclusion d'un soumissionnaire	6
3.3.	Groupe d'évaluation des offres	6
3.4.	Critères d'aptitude	6
3.5.	Critères d'adjudication	7
3.6.	Principe de notation	7
3.7.	Choix de l'adjudicataire	8
3.8.	Auditions des soumissionnaires	8
3.9.	Notification	8
4.	Conditions concernant les offres	8
4.1.	Bases de l'offre	8
4.2.	Offre partielle	9
4.3.	Variantes	9
4.4.	Validité des offres	9
4.5.	Prix et TVA	9
4.6.	Division du marché	9
4.7.	Indemnisation des soumissionnaires	9
4.8.	Nature juridique des documents d'appel d'offres	9
4.9.	Restitution des dossiers d'offres	9
4.10.	Langue officielle	9
4.11.	Réserves	10
4.12.	Voies de recours	10
5.	INformation pour l'offre	10
5.1.	Présentation	10
5.2.	Données administratives (chapitre 1)	10
5.3.	Données relatives à la qualification (chapitre 2)	10
5.4.	Organisation (chapitre 3)	10
5.5.	Références des personnes-clés (chapitre 4)	11
5.6.	Méthodologie (chapitre 5)	11
5.7.	Offre d'honoraires (chapitre 6)	12
5.8.	Signatures (chapitre 7)	12
5.9.	Annexes (chapitre 8)	12

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Introduction

La ligne MOB est équipée de différents types d'enclenchements de générations différentes. Certains d'entre eux arrivent en fin de vie et doivent être remplacés. Ces remplacements s'inscrivent dans différents projets partiels de renouvellement de gares actuellement en cours d'étude par la compagnie du MOB.

L'élément déclencheur du présent appel d'offres est la transformation de la gare de Montreux qui est actuellement équipée d'un enclenchement de type Bombardier. L'enclenchement Bombardier arrive en fin de vie et le fournisseur s'est retiré du marché Suisse.

Par conséquent l'enclenchement doit être remplacé rapidement. Des appels d'offres doivent être lancés pour les études d'une part et la fourniture des installations d'autre part. La participation à cet appel d'offre n'exclut pas la participation à l'appel d'offres de fourniture qui suivra. La première adjudication s'effectuera une fois les offres des deux marchés déposées.

1.2. Objet du marché

Cet appel d'offres concerne les prestations d'études et de direction des travaux pour le renouvellement des installations de sécurité (enclenchement) de la gare MOB de Montreux. Ces prestations doivent être effectuées par un mandataire spécialisé dans le domaine des installations de sécurité ferroviaire (IS) associé à un spécialiste des câbles/BT/MALT dans le domaine ferroviaire et d'un ingénieur civil.

Le détail des prestations est spécifié dans les documents "2 Projet de contrat" et "3 Cahier des charges".

1.3. Maître de l'ouvrage, pouvoir adjudicateur

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
MONTREUX OBERLAND BERNOIS SA

Rue de la Gare 22
Case postale 1426
1820 Montreux

Personne de contact :
Madame Jennifer Desponds, cheffe de projet
Courriel : j.desponds@mob.ch

1.4. Organisateur de la procédure

Le bureau Avisea SA est organisateur de la procédure et n'est pas autorisé à participer à l'appel d'offres pour le présent marché.

1.5. Organisation du maître de l'ouvrage

La cheffe de projet pour le renouvellement des installations de sécurité de la gare MOB de Montreux est Mme Jennifer Desponds.

1.6. Calendrier de réalisation

La réalisation des prestations est prévue entre février 2022 et décembre 2024 (voir cahier des charges).

2. PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

2.1. Type de procédure et bases légales

Le présent appel d'offres se déroule selon une procédure ouverte conforme aux dispositions légales suivantes :

1. L'accord GATT/OMC du 15.04.1994 sur les marchés publics.
2. L'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001.
3. La loi cantonale vaudoise du 24.06.1996 sur les marchés publics (LMP-VD, état au 01.04.18).
4. Le règlement cantonal vaudois du 07.07.2004 sur les marchés publics (RLMP-VD, état au 01.07.17).

2.2. Publication

Cet appel d'offres est publié le site www.simap.ch.

Les soumissionnaires intéressés doivent télécharger directement les documents nécessaires depuis le site du SIMAP. Ils sont aussi responsables de s'informer sur SIMAP des réponses aux questions.

2.3. Documents d'appel d'offres

Les documents pour l'appel d'offres sont les suivants :

1. Instructions et conditions (présent document) y compris les réponses aux éventuelles questions
2. Modèle de contrat, ses deux annexes et les conditions générales du MOB relatives aux prestations de planification
3. Cahier des charges et ses annexes
4. Offre (formulaire de l'offre à remplir par les soumissionnaires).

2.4. Consultation de documents

Aucune consultation des documents auprès du MOB n'est prévue. Il est admis que les documents remis sont suffisants pour établir une offre fondée.

2.5. Visite des lieux

Aucune visite des lieux n'est organisée. Les soumissionnaires peuvent se rendre de manière libre sur place dans les parties autorisées au public mais en aucun cas ils ne peuvent pénétrer sur le domaine ferroviaire.

2.6. Conditions de participation

2.6.1. Composition du soumissionnaire

Le soumissionnaire doit être un bureau spécialisé dans les études d'installations de sécurité ferroviaire.

L'association de plusieurs entreprises en une société simple (consortium) n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire peut avoir recours à des sous-traitants, en particulier pour les câbles et le génie civil.

Les entreprises portant la même raison sociale ou faisant partie d'un même groupe et dont l'activité est similaire, même issus de cantons différents, ne peuvent déposer qu'une seule offre.

2.6.2. Conditions de sous-traitance

Sous-traitance est autorisée si le soumissionnaire ne peut effectuer ces prestations avec ses propres ressources, notamment pour :

- L'ingénieur électricien (ou bureau) pour les câbles ferroviaires et les installations à basse tension
- L'ingénieur civil (ou bureau) et pour les prestations concernant le local de l'enclenchement.

Le soumissionnaire doit indiquer le nom et l'adresse du sous-traitant auquel il entend recourir et le sous-traitant ne peut pas être modifié en cours de procédure. Toute modification peut entraîner l'élimination de l'offre.

2.6.3. Conflits d'intérêts

Le soumissionnaire doit annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, un associé ou un collaborateur du soumissionnaire est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation. Le cas échéant, il appartiendra à l'adjudicateur de remplacer ou pas la personne concernée lors de l'évaluation des offres.

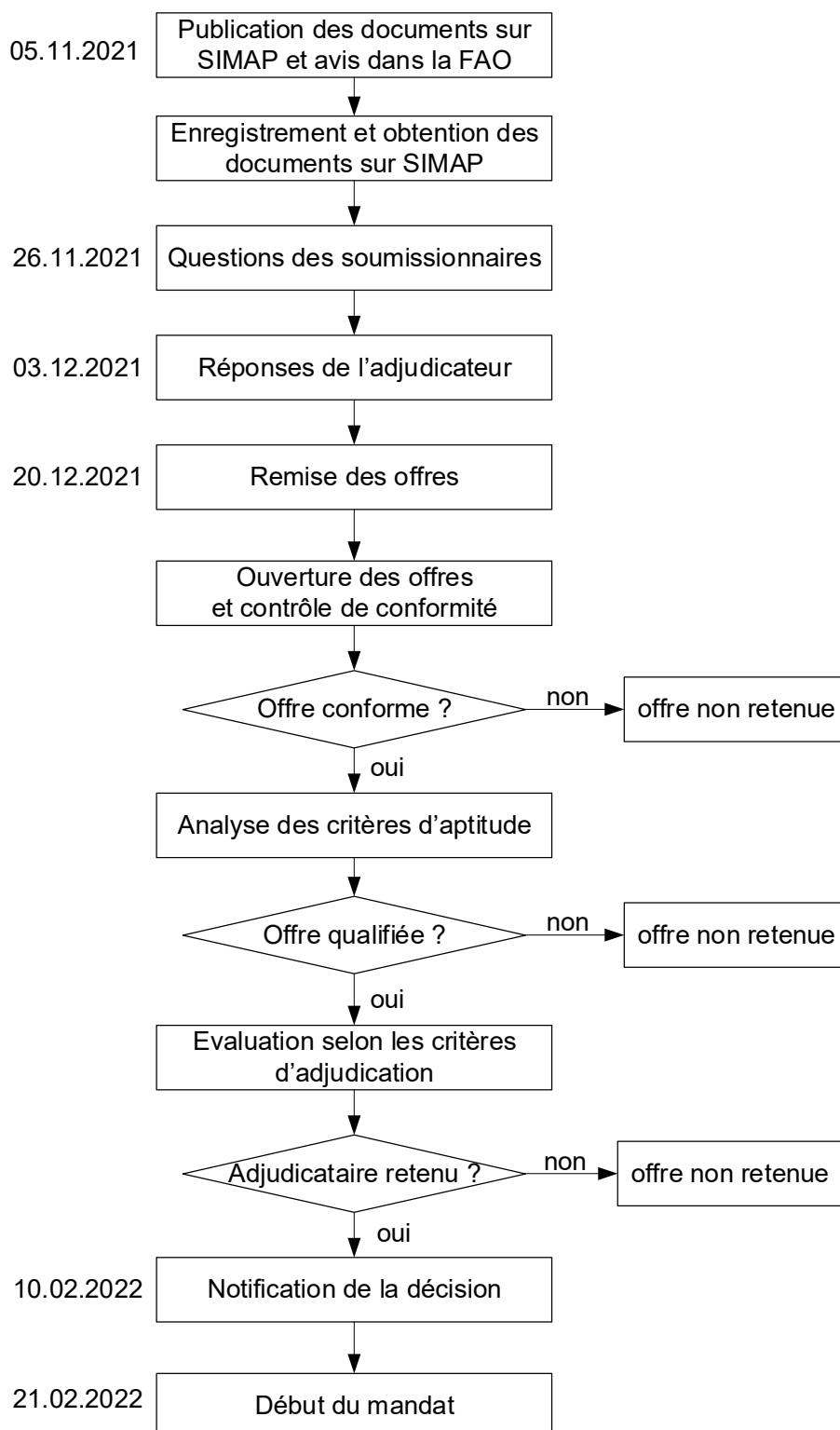
2.7. Questions des soumissionnaires

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser leurs questions par écrit uniquement sur SIMAP jusqu'au 26 novembre 2021.

Les questions seront regroupées sans mention de l'origine des questions et les réponses seront publiées sur SIMAP dès le 3 décembre 2021. Les questions - réponses font partie intégrante des documents de l'appel d'offres.

2.8. Calendrier et déroulement de la procédure

La procédure d'appel d'offres se déroulera selon le calendrier ci-dessous :



2.9. Remise des offres

Les offres doivent parvenir au maître d'ouvrage au plus tard (attention le cachet postal ne fait pas foi) :

Lundi 20 décembre 2021 à 10h00

à l'adresse suivante :

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
MONTREUX OBERLAND BERNOIS SA
Rue de la Gare 22
Case postale 1426
1820 Montreux

Elles seront rendues en un exemplaire sur papier avec une copie informatique conforme, au format pdf, dans une enveloppe fermée portant en plus des adresses de l'expéditeur et du destinataire, une étiquette avec la mention bien visible :

Offre ingénieur IS gare de Montreux
Ne pas ouvrir

En cas de remise en main propre, il faut le faire en s'annonçant à Mme Jennifer Desponds sur la borne d'accueil dans le hall d'entrée au rez-de-chaussée (accès possible de 8h à 12h et 13h à 17h).

2.10. Justificatifs

Le soumissionnaire remettra avec son offre l'annexe 1 du projet de contrat "Déclaration volontaire au sujet du respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs et des conditions de travail" qu'il aura dûment signée.

En remettant son offre, le soumissionnaire atteste ne pas être en faillite et respecter les conditions et dispositions de l'article 6 du règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD).

Le soumissionnaire sera prêt à fournir dans un délai de 10 jours tout ou partie des justificatifs qui peuvent lui être demandés selon l'annexe 1 du projet de contrat et l'article 6 du RLMP-VD.

De plus, il remettra aussi avec son offre les attestations demandées dans le document "4 Offre", comme les copies des certification AQ ou autres, et les organigrammes en cas d'éventuelle appartenance à une autre société ou ayant des parts dans d'autres sociétés, ainsi que d'autres documents et attestations nécessaires à la bonne compréhension de son offre.

2.11. Ouverture des offres

L'ouverture des offres n'est pas publique. Le PV d'ouverture peut être obtenu sur demande écrite adressée au MO et sera envoyé au candidat au plus tôt après les séances de clarifications éventuelles.

3. PROCESSUS D'EVALUATION

3.1. Etapes de l'évaluation des offres

Le processus d'évaluation se déroulera selon les étapes décrites au chapitre 2.7.

3.1.1. Analyse de la conformité

Il s'agit principalement de contrôler que les :

1. Les offres ont été remises dans le délai convenu (date et heure) et signées par les personnes autorisées ;
2. Les diverses pièces et preuves demandées ont été fournies et sont valables ;
3. Les offres sont entièrement remplies et leur structure respecte le formulaire d'offre remis au soumissionnaire ;
4. Les conditions de participation du chapitre 2.6 ci-avant sont remplies.

3.1.2. Vérification de l'aptitude

Il s'agit de vérifier que les critères d'aptitude du chapitre 3.4 sont formellement remplis.

3.1.3. Evaluation des offres

Cette étape comprend l'analyse et la notation des offres selon les critères d'adjudication en suivant les règles d'attribution des notes mises au point avant l'ouverture des offres.

3.2. Exclusion d'un soumissionnaire

Les motifs d'exclusion selon l'art. 32 du règlement d'application de la loi du 24.06.1996 sur les marchés publics (RLMP-VD) s'appliquent.

L'exclusion d'un soumissionnaire peut survenir à n'importe quel moment du processus d'évaluation des offres.

3.3. Groupe d'évaluation des offres

Les dossiers d'offres seront évalués par un groupe d'évaluation constitué de Mme Jennifer Desponds, Mme Stéphanie Vernerey, pour le MO et du mandataire organisateur de la procédure.

3.4. Critères d'aptitude

L'offre du soumissionnaire doit contenir les documents attestant sa qualification pour la réalisation du mandat.

Les critères d'aptitude sont :

- 2 références de moins de 10 ans d'études et de direction de travaux d'installations de sécurité ferroviaire.
- 2 références de moins de 10 ans d'études et de direction de travaux d'installations de basse tension, mise à la terre et câbles dans le domaine ferroviaire.
- 2 références de moins de 10 ans d'études et de direction de travaux de génie civil en milieu ferroviaire.

3.5. Critères d'adjudication

L'évaluation se basera exclusivement sur les indications fournies par les soumissionnaires dans leurs offres. Ces dernières seront évaluées selon les critères et pondérations donnés dans le tableau ci-après.

Critère	Pondération
1 - Coût	35 %
1.1 Montant total des honoraires hors taxes après déduction du rabais éventuel	(100%)
2 - Références	25 %
Qualité des références des personnes-clés pour des prestations similaires datant de moins de 10 ans (direction du projet, études et direction de la réalisation sous exploitation ferroviaire) de travaux d'installations de sécurité, de câbles et de génie civil d'ampleur comparable	
2.1 Ingénieur IS responsable du mandat et son remplaçant/adjoint	(50 %)
2.2 Ingénieur BT / câbles / MALT et son remplaçant/adjoint	(30 %)
2.3 Ingénieur civil et son remplaçant/adjoint	(20 %)
3 – Qualité technique	25 %
3.1 Analyse du mandat, identification des risques et moyens prévus pour les limiter	(50 %)
3.2 Détail des prestations, planning proposé, calcul du volume du travail, réserves éventuelles	(50 %)
4 - Organisation	15 %
4.1 Organisation du projet traduite dans un organigramme et décrite, séances, circulation de l'information	(50%)
4.2 Personnel prévu pour le mandat et réserve en personnel, assurance qualité	(50%)

3.6. Principe de notation

Le groupe d'évaluation attribuera pour chaque critère une note d'appréciation allant de 0 à 5 (sauf pour le coût), qui sera ensuite multipliée par le poids du critère. Les demi-points seront utilisés si nécessaire.

Le coût de l'offre sera noté sur la base du montant des honoraires, déduction faite du rabais éventuel et noté selon la formule au carré du guide romand des marchés publics (notation du prix pour les marchés de services recommandée par la CROMP).

Le barème des notes de 0 à 5 est donné dans le tableau suivant :

0	Inexploitable	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué
1	Très insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes

3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué et dont le contenu répond aux attentes minimales mais qui ne présente aucun avantage particulier.
4	Bon	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué ou dont le contenu répond bien aux attentes.
5	Très bon	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué, dont le contenu répond très bien aux attentes ou présente un avantage particulier par rapport aux autres candidats.

3.7. Choix de l'adjudicataire

La note finale obtenue résultera de l'addition des notes pondérées des critères (arrondie au 100^e de point).

Suite à la notation, un classement sera établi. L'offre ayant la note la plus élevée sera retenue.

En cas d'égalité entre deux, voire plusieurs offres, le groupe d'évaluation procédera à une analyse comparative des offres, critère par critère afin de départager les offres.

3.8. Auditions des soumissionnaires

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser une ou plusieurs auditions du ou des soumissionnaires les mieux placés dans le but de clarifier leur offre. Les soumissionnaires concernés seront invités par le maître d'ouvrage.

3.9. Notification

La notification de la décision d'adjudication sera transmise par lettre signature en fin de procédure. Le maître de l'ouvrage communiquera notamment les notes attribuées aux soumissionnaires.

4. CONDITIONS CONCERNANT LES OFFRES

4.1. Bases de l'offre

Les bases pour l'établissement de l'offre sont, dans l'ordre de priorité :

1. Le procès-verbal d'une éventuelle audition de clarification de l'offre
2. Les réponses aux questions des soumissionnaires
3. Les présentes instructions et conditions (document 1)
4. Le projet de contrat et ses annexes (document 2)
5. Le cahier des charges et ses annexes (document 3)
6. Le formulaire de l'offre (document 4)
7. Le règlement concernant les prestations et honoraire des ingénieurs spécialisés dans les domaines des installations du bâtiment, de la mécanique et de l'électrotechnique et

celui concernant les prestations et honoraires des ingénieurs civils - RPH SIA 108 et 103 (édition en vigueur)

8. Les normes et règlements ferroviaires DE-OCF, RTE, les normes UIC et les normes techniques SIA et VSS applicables.

4.2. Offre partielle

Les offres partielles sont interdites.

4.3. Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

4.4. Validité des offres

La durée de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite pour la remise des offres.

4.5. Prix et TVA

Les prix sont à indiquer en francs suisses.

Les tarifs et les montants reportés dans l'offre seront indiqués hors taxe. La TVA sera appliquée sur le total.

4.6. Division du marché

Si nécessaire, le maître d'ouvrage se réserve le droit de subdiviser le marché.

4.7. Indemnisation des soumissionnaires

Les prestations fournies pour l'établissement des d'offres ne donnent droit à aucune rémunération de la part du maître d'ouvrage ou de l'organisateur de la procédure.

4.8. Nature juridique des documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres sont destinés à l'évaluation et à la comparaison des offres et seront utilisés exclusivement dans le cadre de la présente procédure. Ils ne peuvent être utilisés comme base de revendication, seul le contrat signé fera foi.

Le soumissionnaire autorise le mandant à vérifier ou faire vérifier toutes les informations mentionnées dans l'offre.

4.9. Restitution des dossiers d'offres

Les offres ne seront pas restituées au terme de la procédure.

4.10. Langue officielle

La langue officielle de la procédure et pour l'exécution des prestations est le français.

4.11. Réserves

Le soumissionnaire adjudicataire se verra confier le présent mandat sous réserve de l'octroi des crédits par l'organe compétent du mandant.

4.12. Voies de recours

Le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours à la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Av. Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne, déposé dans les dix jours dès la publication ; il doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours.

5. INFORMATION POUR L'OFFRE

5.1. Présentation

Le soumissionnaire présentera son offre dans le document "4 Offre" qu'il remplira et enverra ou apportera au maître de l'ouvrage dans le délai (un exemplaire sur papier et une copie conforme au format pdf sur clé USB).

Les informations demandées dans les formulaires qui composent l'offre permettront d'évaluer les critères de qualification (aptitude) et les critères d'adjudication mentionnés plus haut.

Les documents doivent être modifiés seulement aux endroits prévus (textes en bleu et cellules de calcul en jaune). La taille maximale des documents remis est A3, pliée au format A4.

5.2. Données administratives (chapitre 1)

Il s'agit des données administratives et organisationnelles permettant d'identifier le soumissionnaire et l'éventuels sous-traitant ainsi que leurs compétences. Les domaines de compétences des soumissionnaires sont à indiquer dans le titre. Si nécessaire les tableaux des sous-traitants sont à reproduire. Les données fournies interviendront notamment dans l'évaluation de l'organisation et de la qualification de l'offre.

Le soumissionnaire mentionnera son nom et éventuellement son logo sur la première page de l'offre.

5.3. Données relatives à la qualification (chapitre 2)

Le soumissionnaire fournira les références demandées selon le chapitre 3.4 pour la qualification de son offre.

Si nécessaire il faut agrandir les cellules, notamment pour la description des prestations.

5.4. Organisation (chapitre 3)

Le soumissionnaire doit prendre en compte que la durée du mandat s'étale sur plusieurs années et doit mettre en œuvre une organisation et des processus afin que le projet ne subisse pas de pertes de connaissances ou de retard en cas de départ de collaborateurs.

Au chapitre 3.1, le soumissionnaire exposera à l'aide d'un organigramme le fonctionnement interne de son organisation (avec ses sous-traitants) et externe (notamment avec le maître

de l'ouvrage, les mandataires spécialisés, services internes du MOB et les fournisseurs et entreprises). Il montrera les relations entre les personnes-clés au sein de son équipe et le maître de l'ouvrage et ses services, les autres mandataires du maître d'ouvrage, les fournisseurs et entreprises et les autres intervenants du projet. En plus, il fera ressortir en quoi son organisation est bien adaptée au mandat (organigramme 1 page, avantages de son organisation 1/2 page).

Au chapitre 3.2, le soumissionnaire exposera les séances qu'il prévoit, leur but et leur rythme pendant toute la durée du projet. Il exposera aussi le système qu'il mettra en place pour la circulation de l'information (notamment des plans et documents techniques) entre les intervenants afin de pouvoir garantir un haut niveau de qualité de l'information et la concordance des versions au sein de son organisation (maximum 2/3 de page).

Dans le tableau 3.3, le soumissionnaire indiquera les personnes prévues pour le mandat, avec les remplaçants pour chaque fonction et les autres personnes prévues pour le mandat. Toutes les personnes citées dans l'organisation interne du mandataire doivent figurer dans la liste des personnes prévues pour le mandat.

Les informations sur le système d'assurance qualité (certifié ou non) du soumissionnaire sont à indiquer dans le tableau du chapitre 3.4. Si un sous-traitant effectue plus de 25% du volume des prestations, ce tableau est à dupliquer et à remplir pour lui aussi.

5.5. Références des personnes-clés (chapitre 4)

Le soumissionnaire mentionnera deux projets de référence par personne-clé travaillant pour lui ou pour un sous-traitant. Ces projets de référence peuvent également avoir été exécutés par la personne-clé pour le compte d'un employeur précédent ou être déjà listés dans les références qualifiant le soumissionnaire. Les références doivent mettre en valeur la formation et les prestations effectuées par la personne-clé pour des projets les plus similaires possibles aux prestations mise en soumission. Les projets doivent avoir été terminés il y a moins de 10 ans.

Le soumissionnaire fournira donc 4 références pour chacun des critères 2.1, 2.2 et 2.3. Les formulaires sont à copier en cas de besoin et les cellules à adapter en cas de besoin. Les éventuels CV ou autres textes mis en annexe ne seront pas pris en compte. Seuls comptent les éléments demandés et remplis dans le formulaire d'offre. Des illustrations des projets de références sont toutefois acceptées si elles sont bien lisibles et dans le but de mettre en évidence les spécificités du projet mis comme référence.

Le soumissionnaire mettra en évidence la formation et l'expérience des personnes-clés dans les domaines d'engagements prévus pour le mandat. Il indiquera la part du volume des prestations qui sera exécutée par la personne-clé. La description des prestations effectuées fera ressortir les aspects similaires de l'objet de référence par rapport au projet et aux prestations mis en soumission.

Ces informations permettront principalement la notation de la qualité des références. Certaines indications interviendront aussi dans la notation de l'organisation et de la plausibilité de l'estimation du volume de travail.

5.6. Méthodologie (chapitre 5)

Les informations apportées ici doivent permettre de juger le soumissionnaire sur sa compréhension du projet et de sa perception des risques, sa méthode de travail, la crédibilité de son volume de travail par phase SIA.

Les informations sur la méthodologie sont subdivisées en plusieurs chapitres.

Au chapitre 5.1, le soumissionnaire fournira une brève analyse du mandat et des problèmes éventuels à résoudre (maximum 1 page).

Au chapitre 5.2, le soumissionnaire identifiera les risques du projet et mettra en évidence les moyens qui seront mis en œuvre pour limiter ces risques (maximum 2 pages, idéalement à mettre en forme dans un tableau).

Au chapitre 5.3, le soumissionnaire présentera sa démarche de travail avec le détail de ses prestations en complément des prestations mentionnées dans les documents de l'appel d'offres.

Au chapitre 5.4, le planning proposé par le soumissionnaire est à présenter ici ou en annexe (maximum A3 plié en A4).

L'estimation du volume du travail en relation avec le planning qu'il propose est à détailler au chapitre 5.5. Une attention particulière sera portée à la plausibilité du volume d'heures. Il inclura aussi une estimation du nombre d'heures de travail à réaliser de nuit, les dimanches ou jours fériés (au chapitre 5.6) et aura la possibilité de majorer ces heures de travail par un facteur qu'il indiquera dans son offre.

Le tableau au chapitre 5.7 peut être utilisé pour indiquer les éventuelles réserves du soumissionnaire qui nécessiteraient selon lui une clarification, dans le cas d'une éventuelle adjudication.

5.7. Offre d'honoraires (chapitre 6)

Au chapitre 6.1, le soumissionnaire présentera le résultat du calcul de ses honoraires. Ces données interviendront aussi dans l'estimation du volume des prestations à défaut d'informations plus précises au chapitre 5.

Veuillez double-cliquer sur le tableau pour l'éditer. Seules les cellules en jaune sont à remplir par le soumissionnaire. Le calcul est automatique pour les cellules en gris.

De plus, le soumissionnaire indiquera dans le tableau 6.2 une estimation d'un montant à titre de réserve pour les frais de reproduction non usuels du mandat. Le montant de ces frais n'interviendra pas dans la notation du prix de l'offre.

5.8. Signatures (chapitre 7)

Le mandataire et son éventuel sous-traitant signent l'offre. Seules sont valables les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager leur société.

5.9. Annexes (chapitre 8)

Ne pas oublier de joindre les annexes, notamment la "Déclaration volontaire au sujet du respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs et des conditions de travail" dûment signée, les copies de la certification AQ ou autres et les organigrammes en cas d'éventuelle appartenance à une autre société ou ayant des parts dans d'autres sociétés et d'autres documents et attestations nécessaires à la bonne compréhension de son offre.